

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS

ZI Croix Meyssant
42600 Savigneux

Références : UID4243_EAR_026_048
Code AIOT : 0006103496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS implanté 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 Savigneux. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivis des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 797DDPP25 du 07.04.2025 et projet déposé de modifications d'exploitation du site par déménagement de l'activité *Bonding* et réorganisation d'une partie du stockage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS
- 108 IMPASSE DE LA CROIX MEYSSANT 42600 Savigneux
- Code AIOT : 0006103496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est spécialisé dans la fabrication de peintures poudre thermodurcissable.

Il comporte des stockages de résine polyester et époxy et de pigments minéraux et organiques (matières premières) ; des ateliers de fabrication par mélange, extrusion, broyage de ces matières, de conditionnement, et des stockages de produits finis.

Les activités du site sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral (AP) du 11.03.2022, venu régulariser une extension significative des activités et imposer à l'exploitant les études et travaux permettant la mise en conformité de ses installations.

Une inspection du site du 09.07.2024 a procédé au récolement des activités et installations au regard de la réglementation qui s'impose au site (cf. rapport n°UID4243_EAR_24_289 du 19.07.2024 traitant du titre sur la prévention des risques accidentels).

Un arrêté préfectoral complémentaire (APc) du 07.04.2025 a modifié les valeurs limites d'émission des rejets canalisés et prescrit la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 1 ^{er}	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, Chapitre 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évaluation du risque sanitaire	Arrêté Préfectoral du 04/04/2025, article 2	Sans objet
4	Modifications d'activités	Lettre du 15/07/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sans avoir dépassé le délai prescrit par APc, les travaux d'élaboration d'une Évaluation du risque sanitaire (ERS) mise à jour ont révélé des difficultés, en cours de traitement, sur la connaissance métrologique des valeurs de débits des points de rejet (données d'entrée de l'évaluation). L'exploitant a précisé par ailleurs que cette ERS intégrera les modifications d'exploitation du site (déplacement du *bonding*).

Concernant les non-conformités des rejets en Zinc au regard des nouvelles valeurs prescrites par APc, considérées comme non cohérentes par l'exploitant au regard des conditions d'exploitation, il est attendu sous 2 mois la production d'une synthèse commentée sur ce paramètre ainsi que la transmission des résultats métrologiques conformes sous 6 mois.

Concernant les nuisances sonores, suite à plusieurs années d'amélioration liées à la réalisation d'un plan d'actions intervenant sur 6 points contributeurs majeurs, les résultats de l'année 2025 marquent une dégradation non expliquée (équipement, types et niveaux d'activités). Il est attendu sous 6 mois le rapport de la campagne réglementaire pour l'année 2026. Celui-ci devra comprendre des commentaires détaillés relatifs aux conditions de mesure et à l'interprétation des résultats, notamment au regard de la précédente campagne.

En cas de conclusion amenant à ne pas écarter une inversion de tendance en matière de conformité, l'exploitant présente sous 12 mois un plan d'actions complété qui pourra s'appuyer sur un rapport de modélisation mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évaluation du risque sanitaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour de l'ERS
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n°107-DDPP-22 du 11.03.2022 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems France prévoyant que « l'exploitant procède avant le 31 décembre 2022 à une analyse sur le paramètre Zinc sur tous les émissaires. Le flux maximum sera fixé sur la base des concentrations relevées en fonction des débits des différents émissaires. La valeur limite en concentration sur ce paramètre pourra être révisée selon les résultats de cette 1ère campagne » sont remplacées par « L'exploitant produit une mise à jour de son rapport d'évaluation des risques sanitaires et la transmet à l'inspection dans un délai de 12 mois ».
Constats : L'exploitant indique que l'élaboration du document d'évaluation des risques sanitaires est en cours (Bureau Véritas). Une relecture du document avant finalisation est prévue courant mars 2026. Les résultats de métrologie récente (dont le contrôle inopiné de 2025) font partie du jeu de données d'entrée de l'évaluation. Afin d'assurer la bonne représentativité des conditions d'exploitation, des investigations sont en cours pour expliquer les fortes variabilités de débits entre campagnes de mesure (3 bureaux d'études différents en tout). Une recherche des causes de ces divergences de résultats parfois importantes, et impactant de fait la conduite de l'ERS et ses conclusions, est actuellement en cours. Des mesures de débits sont notamment prévues avant la réalisation de la prochaine campagne de contrôle.

<p>L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que la nouvelle configuration d'exploitation du site (cf . dernier point de contrôle) est intégrée à l'évaluation des risques sanitaires à venir, en prenant en compte pour le paramètre débit les données constructeurs disponibles pour les nouveaux équipements ; - ne pas exclure la réalisation d'une évaluation sous le format quantitatif.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La visite d'inspection étant antérieure à l'échéance des 12 mois prescrite, l'inspection rappelle la méthodologie d'évaluation des risques sanitaires tirée du guide Ineris-200357-2563482-v1.0 ; notamment, les commentaires et justifications sur les données d'entrée utilisées devront être explicitement rapportés.</p> <p>Au regard des travaux en cours pour disposer d'un document d'ERS comme outil à la conduite d'exploitation, l'inspection rappelle que le basculement d'une évaluation qualitative vers une évaluation quantitative dans le Guide ERS précité est abordé au niveau des extraits suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Section 1.2 (p. 9-10) - "Démarche intégrée" <ul style="list-style-type: none"> ◦ La circulaire du 9 août 2013 (cité en p. 10) précise que : <i>"Pour les installations non soumises à la directive IED (Annexe I de la directive 2010/75/UE), l'analyse des effets sur la santé doit être réalisée sous une forme qualitative." "Pour les installations soumises à la directive IED, une évaluation quantitative (ERS) est requise, couplée à une Interprétation de l'État des Milieux (IEM)."</i> 2. Annexe 3 (p. 104-110) - "Évaluation qualitative des risques sanitaires des ICPE soumises à autorisation" <ul style="list-style-type: none"> ◦ Le guide explique que l'évaluation qualitative est suffisante pour les ICPE non-IED, sauf cas particuliers où une approche quantitative peut être demandée (p. 107) : <i>"Dans de rares cas particuliers (fortes émissions, enjeux sensibles, préoccupations locales), une évaluation quantitative (ERS) pourrait être demandée pour déterminer les moyens de contrôle nécessaires."</i> 3. Section 3.5.3 (p. 58) - "Vulnérabilité des milieux ou incertitudes" <ul style="list-style-type: none"> ◦ Si l'IEM révèle une incompatibilité ou une vulnérabilité des milieux, une ERS quantitative peut être ajoutée pour affiner la gestion des risques : <i>"Une ERS prospective sera menée en complément de l'IEM pour estimer les risques attribuables aux émissions futures."</i>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets en Zinc – conformité aux dispositions de 2025.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n°107-DDPP-22 du 11.03.2022 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems France est remplacé par :</p>

	Concentration en chacun des points de rejets	Flux total
Poussières	5 mg/m ³	0,32 kg/h
Plomb et ses composés	30 µg/m ³	0,44 g/h
Chrome et ses composés	10 µg/m ³	0,43 g/h
Zinc et ses composés	90 µg/m ³	3 g/h

Constats :

Les résultats de contrôle inopiné des rejets atmosphériques ont donné lieu à des résultats non conformes, en concentration principalement, et en flux ponctuellement (DE16), sur le paramètre Zinc pour les points de rejet suivants : DE10 , DE15 , DE16 et DE19 ; BR05 , BR08 , BR10 et BR11.

Le courrier d'inspection du 30.10.2025 a amené l'exploitant à faire part que :

- la production est réalisée avec un nombre limité de références contenant des traces de Zn (parmi 1200 références). Plus précisément, la liste fournie en visite d'inspection est la suivante :
 - SIRION VP 1016 (40 kg/an consommés) à 1,5 % de Zn
 - SITION VP 1035 (307 kg/an consommés) à 6,6 % de Zn
 - DCL YELLOW 2093 (9 967 kg/an consommés) à 2,10% de Zn
 - et principalement, ZINC METAL PIGMENT 4P/32 (69 599 kg/an consommés) à 98 % de Zn.
- l'ancienne référence de l'arrêté préfectoral à 5 mg/m³ a été largement sévériée depuis l'APc du 07.04.2025 avec une valeur prescrite à 90 µg/m³.

L'inspection rappelle alors que le rapport d'instruction 0250128_UID4243_24_392 du 28.01.2025 de la demande de modification de l'arrêté préfectoral du 11.02.2022 n° 107-DDPP-22 indique :

- que la valeur prescrite par AP de 2022 était de 10 µg/m³;
- la nouvelle valeur s'appuie sur une analyse du contrôle inopiné de 2024.

En point particulièrement questionnant, l'exploitant précise qu'il n'identifie pas de corrélation entre l'usage de ces matières premières (productions ponctuelles) et les mesures réalisées sur les rejets canalisés. Pour illustration notamment, les rejets du laboratoire ont des résultats comprenant du Zn alors qu'il n'en emploie pas ; étant précisé que l'exploitant exclut pas ailleurs les conséquences de phénomènes d'abrasion sur les équipements.

Une piste de recherche d'explication pourrait être la présence de Zn à l'état de trace dans d'autres produits (non identifié dans les FDS au regard des taux potentiellement présents).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des investigations en cours et des questionnements permettant d'expliquer les résultats métrologiques disponibles, l'inspection demande la production sous 2 mois d'une synthèse

commentée sur le Zinc à l'échelle du site rapportant et analysant l'ensemble des résultats disponibles, traçant les démarches et investigations réalisés ou envisagées (échancier) et proposant les conditions de retour à la conformité ; une confirmation métrologique doit être adressée à l'inspection sous 6 mois au plus.

L'inspection propose de ne pas faire application dans l'immédiat de l'article L. 171-8 du code de l'environnement (*Section 2 : Mesures et sanctions administratives*).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2022, Chapitre 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des non conformités – rapports annuels

Prescription contrôlée :

CHAPITRE 5.3 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Limitation des Niveaux de Bruit

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 à 5 (limites de propriété)	70 dB(A)	60 dB(A)

Valeurs Limites d'émergence

Les zones à émergence réglementée sont précisées sur le plan en annexe 1.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence

supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les ans, jusqu'à retour à une situation conforme. Par la suite une mesure triennale pourra être sollicitée par l'exploitant, au regard du maintien de niveaux sonores acceptés par le voisinage.

Les résultats sont communiqués à l'inspection sur sa demande ou en cas de plainte de voisinage connue de l'exploitant.

Constats :

Le rapport d'instruction 0250128_UID4243_24_392 du 28.01.2025 indique que seuls les rapports de 2021 et 2024 sont parvenus à l'inspection, étant observé qu'est ajouté aux deux non conformités rapportées par la synthèse de l'exploitant celles du constat de tonalités marquées au point B à 400 Hz et au point C à 400 Hz et 800 Hz. Et de conclure qu' « *en matière de nuisances sonores, la fréquence annuelle est maintenue au regard des non-conformités résiduelles (émergences en ZER et tonalités marquées)* ».

L'exploitant fournit alors les résultats de la dernière campagne annuelle réalisée en 2025 (rapport n°: 27043729-1-1-1 ; Bureau Veritas) et la synthèse du suivi des campagnes annuelles depuis 2021 (cf. annexe). Il précise que :

- en suite des 6 contributeurs majoritaires discriminés par une étude de modélisation de 2022, le plan d'actions et les investissements associés ont été réalisés sur le site ;
- l'environnement du site présente un niveau de bruit résiduel bas, de jour comme de nuit.

L'année 2025 présente des résultats non conformes ('NC') pour les quatre ZER (aux points A, B et C de nuit ; aux points C et D de jour). Alors que des améliorations étaient observées sur la période [2021/6'NC' ; 2022/4'NC' ; 2023/3'NC' ; 2024/2'NC' ; cf. aussi les abaissements des niveaux d'émergences entre 2021 et 2024), l'exploitant indique ne pas avoir modifié ses équipements et installations ou présenté des particularités d'activité au moment de cette dernière campagne de mesure pouvant permettre d'interpréter ces résultats.

Pour commenter ces résultats, il met cependant en avant que, notamment pour les points C et D, il peut être observé une tendance interannuelle de diminution du bruit résiduel, engendrant des niveaux d'émergences supérieurs, à activités et installations identiques. De ce fait, et alors que pour le point D les niveaux de bruit ambiant (avec le site en activité) ont constamment diminué (en dB: 53,1 ; 50 ; 48,5 ; 45,5 ; 42,5), une non-conformité demeure.

Enfin, la réalisation d'une campagne de mesure pour 2026 est bien prévue.

Sans attendre les nouveaux résultats, permettant de mieux interpréter les résultats à l'échelle du site (caractère particulier ou non de l'année 2025 au regard du constat sur la période [2021-2024]), l'exploitant indique compléter son plan d'actions par l'arrêt des équipements n° DE 41 et DE42 (dépoussiéreurs et centrale d'aspiration) identifiés comme contributeurs aux émergences constatées au point D. Ces arrêts sont consécutifs à la relocalisation sur site des activités de *bonding*.

L'inspection relève que les tonalités marquées précédemment constatées aux points B et C ne sont plus présentes dans la dernière campagne de 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En l'absence d'éléments permettant de comprendre l'inversion de tendance d'amélioration après mise en œuvre du plan d'actions, l'inspection demande que soit transmis sous 6 mois le rapport de la campagne réglementaire pour l'année 2026.

Celui-ci devra comprendre des commentaires détaillés relatifs aux conditions de mesure et à l'interprétation des résultats, notamment au regard de la précédente campagne.

<p>En cas de conclusion amenant à ne pas écarter une inversion de tendance en matière de conformité, l'exploitant présente sous 12 mois un plan d'actions complété qui pourra s'appuyer sur un rapport de modélisation mis à jour.</p> <p>L'inspection propose dans ce contexte de ne pas faire application dans l'immédiat de l'article L. 171-8 du code de l'environnement (<i>Section 2 : Mesures et sanctions administratives</i>).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Modifications d'activités

Référence réglementaire : Lettre du 15/07/2025
Thème(s) : Identification de la demande, déménagement du <i>Bonding</i> et réorganisation de parties de stockage.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Porter à connaissance par courriel du 15.07.2025 relatif à un projet de déménagement de l'activité <i>Bonding</i> et de réorganisation d'une partie du stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait transmettre à l'inspection, par son Bureau d'étude conseil, un porter à connaissance par courriel du 15.07.2025 relatif à un projet de déménagement de l'activité <i>Bonding</i> et de réorganisation d'une partie du stockage, complété par un mémoire technique (« <i>New Metallics Shopfloor Bat 113 - Mur coupe-feu séparatif</i> » du 29.07.2025) transmis le 04.08.2025.</p> <p>Constatés par l'inspection, l'exploitant précise que les travaux en cours doivent permettre des premiers essais du nouvel atelier de bonding courant avril 2026.</p> <p>Les nouvelles surfaces imperméabilisées sont créées. Conformément au dossier remis, sans construction de nouveaux bâtiment fermés, des nouveaux équipements extérieurs sont présents (centrale d'aspiration et dépoussiéreur ; groupe froid ; cuve d'azote) et en attente d'exploitation ainsi que des aménagements intérieurs aux locaux (bâtiments 113-2 et 113-1).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection est en cours de finalisation de l'instruction de ce porter à connaissance, notamment au regard des descriptions complémentaires du projet réalisées lors de la visite et de la réalité des travaux réalisés à date, avant exploitation.</p> <p>Sans présumer de la fin de cette instruction, l'exploitant produit sous 1 mois les schémas, plans et tableaux de son arrêté préfectoral de 2022 demandant à être mis à jour, non présents dans le dossier complété.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Points de mesure	Périodes		Année	Niveau mesurés	Année			
			2021		2022	2023	2024	2025
A	Jour	Bruit ambiant	51,4	Bruit ambiant	67	68	66	65
		Bruit résiduel	48,4	Bruit résiduel	65,5	65	63,5	62,5
		Emergence	3	Emergence	2,5	3	2,5	2,5
	Nuit	Bruit ambiant	48,5	Bruit ambiant	40,5	41,5	41	44
		Bruit résiduel	34,2	Bruit résiduel	38	39,5	39,5	39
		Emergence	14,3	Emergence	2,5	2	1,5	5
B	Jour	Bruit ambiant	53,4	Bruit ambiant	53	53,5	47	*
		Bruit résiduel	47,1	Bruit résiduel	47,5	49,5	45	
		Emergence	6,3	Emergence	5,5	4	2	
	Nuit	Bruit ambiant	52,2	Bruit ambiant	43,5	42	40,5	45,5
		Bruit résiduel	37,7	Bruit résiduel	35	35	34	34
		Emergence	14,5	Emergence	8,5	7	6,5	11,5
C	Jour	Bruit ambiant	52,2	Bruit ambiant	51,5	51,5	51	51,0
		Bruit résiduel	47,1	Bruit résiduel	47,5	49,5	48,5	45,5
		Emergence	5,1	Emergence	4	2	2,5	5,5
	Nuit	Bruit ambiant	50,7	Bruit ambiant	41	42	38	45
		Bruit résiduel	37,7	Bruit résiduel	36,5	36,5	35	34,5
		Emergence	13	Emergence	4,5	5,5	3	10,5
D	Jour	Bruit ambiant	53,1	Bruit ambiant	50	48,5	45,5	42,5
		Bruit résiduel	36,5	Bruit résiduel	41	42	39,5	34
		Emergence	16,6	Emergence	9	6,5	6	8,5
1	Jour			Bruit ambiant	63	63	61,5	60
	Nuit			Bruit ambiant	55	54	54	54
2	Jour			Bruit ambiant	67	66	65	65
	Nuit			Bruit ambiant	56,5	58,5	58	60,5
3	Jour			Bruit ambiant	46	46,5	46,5	44
	Nuit			Bruit ambiant	40	41	40	39

* "Il n'a pas été possible de conclure sur l'émergence au point B en période jour compte tenu du fonctionnement de la pompe de piscine du riverain en journée."